

LA GOUVERNANCE PUBLIQUE UN LEVIER DE PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT AU MAROC

Réalisé par: Mlle. Imane BARMAN

Doctorante à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Settat-Maroc

Encadré par: Mme. Karima TOULI

Professeur à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Settat

Laboratoire : *Sciences de gestion*

Université : *Hassan I*

Résumé :

La présente communication, mettra l'accent sur le rôle crucial que joue la bonne gouvernance publique dans la promotion de l'entrepreneuriat et le développement socioéconomique du pays.

Dans cette communication, nous allons revenir sur ce qu'il convient d'appeler un véritable phénomène de la société marocaine à savoir les problèmes de l'enseignement, la pauvreté, le chômage, la corruption ..., et comment l'entrepreneuriat contribue à les réduire.

Nous montrerons ensuite, comment se structure l'entrepreneuriat et nous examinerons en particulier, d'une part les initiatives des institutions publiques menées pour développer et encourager la politique entrepreneuriale et suivre sa mise en œuvre, ainsi que l'évolution des meilleures pratiques vers la mise en place d'une approche globale des politiques publiques et des stratégies adoptées pour le développement de l'entrepreneuriat, et d'autre part les mécanismes nouveaux et innovants qui visent à faciliter aux entrepreneurs la création ou le développement des entreprises (facilités de financement, avantages fiscaux, simplification des procédures...).

Par ailleurs, nous présenterons les axes performants et exhaustifs de la bonne gouvernance, sur lesquelles les institutions publiques peuvent agir pour renforcer le rôle de l'entrepreneuriat, dans la réalisation des objectifs de développement durable du pays. Nous allons aussi sélectionner les mesures à prendre et les indicateurs de base qui aideront les décideurs des institutions publiques et les autres parties prenantes à promouvoir l'entrepreneuriat et ses retombées positives.

Finalement, nous proposons des ajustements susceptibles d'améliorer l'entrepreneuriat au Maroc.

Mots clés : Bonne gouvernance publique, levier, entrepreneuriat.

Introduction :

Après l'indépendance, et au cours du processus de restructuration, l'économie marocain a connu divers changements.

Pendant la période de la colonisation, le Maroc a connu une certaine liberté économique qui se traduisait par le rôle du secteur privé et des investissements étrangers au Maroc, notamment ceux des investisseurs français. Pour atteindre une certaine libéralisation économique, le gouvernement marocain devait contrôler le secteur public et protéger par la suite la souveraineté économique du Royaume.

L'ouverture du Maroc sur l'International constituait donc une vraie relève pour l'économie nationale qui essaye, depuis plusieurs années déjà, de se faire une place dans un marché très compétitif, un marché qui a connu une montée en force de plusieurs économies dont celles du Japon, la Chine, la Corée ou encore celle de la Turquie.

L'ouverture du Maroc vers le marché européen au milieu des années 1980 l'a incité à entreprendre des réformes concernant la mise en œuvre de ses plans d'ajustement structurel et la mise à niveau des entreprises.

Le potentiel dont dispose le Maroc, sa situation stratégique comme porte d'entrée vers le marché d'Afrique et son savoir-faire ont permis au Royaume de se positionner comme un "catalyseur" entre l'Europe et l'Afrique.

Pour bénéficier de cette situation, le gouvernement marocain a lancé une vaste réforme de l'administration publique visant à moderniser et à améliorer la gouvernance de la gestion publique.

Cette réforme s'inscrit dans un contexte national et international marqué notamment par l'engagement du gouvernement dans un large processus de moralisation et de transparence dans la gestion des affaires publiques, l'ouverture de l'économie nationale et son intégration dans l'environnement international nécessitant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales et de l'environnement institutionnel des affaires, ainsi que la nécessité de poursuivre les efforts pour dynamiser la croissance économique du pays en matière de création d'emplois, d'accès de la population aux infrastructures sociales de base dans des secteurs comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau ou les transports et de lutte contre la pauvreté.

Les améliorations concernant la gouvernance publique tend essentiellement à disposer d'une administration moderne qui puisse contribuer à la compétitivité et au développement durable, à la promotion de l'investissement privé et au développement des capacités de

régulation, au renforcement de la transparence dans la gestion publique et à la lutte contre la corruption.

Le gouvernement marocain tire les leçons d'une longue expérience des pratiques d'administration publique. Il développe de façon systématique des réformes de la gestion publique. De multiples conférences internationales sur la modernisation de l'administration publique en attestent... Ce mouvement tente d'assumer un nouveau défi : inventer une gouvernance publique dynamique et développer une réflexion approfondie sur les modalités d'une gestion innovatrice. En effet, l'administration publique doit être rendue plus efficace et plus efficiente.

La gouvernance publique est considérée comme un élément central du contrat social entre les pouvoirs publics, les citoyens et les entreprises. Une gestion budgétaire transparente et performante donne aux citoyens un accès légitime à l'information sur l'utilisation du patrimoine et des fonds publics. Ce contrat social repose également sur un système fiscal efficace, prévisible et juste, permettant le développement économique du pays grâce à la promotion des entreprises et l'émergence des nouveaux entrepreneurs, et assurant une contribution équitable de chacun au financement de l'action et des services public.

La gouvernance publique est un ensemble de stratégies et d'opérations visant, à partir du système politique et administratif, à apporter des réponses à des problèmes humains, sociaux, économique.

L'entrepreneuriat est considéré comme étant l'un des leviers stratégiques pour la création des emplois et des richesses au niveau d'une nation. L'entrepreneur, figure emblématique de la théorie Schumpétérienne, est un individu innovateur et moteur de la croissance économique. Partant de là, plusieurs pays voient dans l'encouragement à la création des petites et moyennes entreprises une voie stratégique prometteuse pour doter de manière permanente le tissu entrepreneurial.

Au début de cette première décennie un changement radical dans l'enseignement supérieur a été marqué particulièrement l'introduction de l'entrepreneuriat et l'intégration des modules de création d'entreprises dans pratiquement tous les enseignements universitaires alors qu'auparavant ces modules étaient exclusivement réservés aux étudiant des écoles¹.

L'Entrepreneuriat a acquis une forte légitimité dans la société, dans la classe politique et dans les milieux de la recherche. Avant d'aborder le rôle de la bonne gouvernance publique dans la promotion de l'entrepreneuriat au Maroc, il faudrait au préalable mettre l'accent sur

¹ La charte nationale de l'éducation et de la formation et la loi 01-00 portant organisation de l'enseignement supérieur au Maroc, B.O.F.N° 4800 du 1/06/2000, P.393.

quelques éléments théoriques de la bonne gouvernance publique et par la suite présenter les éléments théoriques de l'Entrepreneuriat.

I- La notion de la bonne gouvernance publique

La notion de la gouvernance revêt aujourd'hui de multiples significations et se prête à de multiples utilisations. Elle est aussi associée à tout type de politique publique ou privée et déclinée en fonction des différentes échelles territoriales d'intervention. Nous pouvons aussi citer les notions de gouvernance de l'emploi, la gouvernance des politiques monétaires, la gouvernance des entreprises, la gouvernance locale, la gouvernance mondiale, la gouvernance globale, la gouvernance urbaine, la gouvernance publique, pour ne citer que ces quelques exemples.

Ce qui nous intéresse dans cette communication est la gouvernance publique.

A- Définition

Avant de parler de la bonne gouvernance publique, nous avons s'intéresser d'abord à la notion de la gouvernance.

1- La gouvernance

La gouvernance désigne l'ensemble des mesures, des règles, des organes de décision, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'un Etat, d'une institution ou d'une organisation qu'elle soit publique ou privée, régionale, nationale ou internationale.

Elle est aussi définie comme le « processus par lequel, à l'intérieur de traditions et de cadres institutionnels reconnues, différents secteurs de la société expriment des intérêts et des décisions qui sont tenus par les responsables².

Nous pouvons retenir que la gouvernance est « l'ensemble des actions et moyens adaptés par la société pour promouvoir l'action collective et fournir des solutions collectives afin de poursuivre des objectifs communs³ ».

2- La bonne gouvernance publique

Avant de définir la bonne gouvernance publique il est primordial de définir la Gouvernance publique.

Lorsque nous parlons de gouvernance, il faut distinguer entre la gouvernance publique et la gouvernance privée. C'est ainsi nous parlons de gouvernance publique en ce qui concerne l'Etat, les collectivités publiques, qui s'occupent de l'intérêt général.⁴

² FRECHETTE (L), Vice- Secrétaire générale des nations unies dans « comprendre la gouvernance », institut sur la gouvernance, Ottawa, 2001.

³ DODGSON (R), LEE (K) et DRAGER (N): «Global health governance: a conceptual review », discussion, P.1.

⁴ BAKARI TRAORE : « Découvrir et comprendre la gouvernance », Edition l'Harmattan, 2012, P.15.

Selon la banque africaine de développement (1999), la gouvernance publique est définie comme un processus se référant à la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans le cadre de la gestion des affaires d'un Etat, et ses relations avec d'autres Etats »⁵

Selon la doctrine, nous apprenons que « la bonne gouvernance publique signifie la gestion efficace des affaires publiques par la génération d'un régime accepté comme légitime, visant à promouvoir et améliorer les valeurs sociales auxquelles aspirent individus et groupes »⁶.

Dans ce sens, « la bonne gouvernance » constituerait donc l'optimisation de tous les moyens humains, financiers, techniques, institutionnels et juridiques d'un Etat afin d'atteindre un objectif ultime ; l'instauration d'une démocratie libérale. Elle est caractérisée par la participation, la transparence et la responsabilité⁷.

Nous pouvons dire que la bonne gouvernance est un mode de gouvernance de l'organisation qui permet de concilier, à court, à moyen et à long terme, les enjeux économiques, sociaux et environnementaux en lien avec les attentes des différentes parties prenantes.

De ce fait, la bonne gouvernance est atteinte grâce à une évaluation des politiques publiques à travers l'appréciation de l'efficacité d'un programme, d'une politique ou d'une action publique après avoir étudié les réalisations par rapport à des objectifs tracés et à des moyens mis en œuvre. En effet, il est important de différencier l'efficacité de l'action publique de l'efficience de la structure qui a mis en œuvre le programme. Celle-ci peut être bien gérée sans pour cela fournir des effets efficaces sur la politique publique. D'où la nécessité d'un réexamen périodique des programmes et des outils en développant des évaluations régulières. Si certains responsables publics se servent régulièrement de ces indicateurs pour mesurer l'impact des programmes engagés, d'autres sont plus réservés dans ce domaine. Il est vrai que la complexité de la définition de la performance publique n'en facilite pas l'évaluation. Celle-ci reste encore un chantier largement inachevé⁸.

L'Etat est un des acteurs de la bonne gouvernance, de ce fait, il est important de renforcer la mise à niveau de l'administration et la modernisation de la gestion des organisations publiques qui constituent des étapes nécessaires dans le processus de bonne gouvernance.

B- La gouvernance publique en mutation

⁵ Le document de politique de la BAD en matière de bonne gouvernance du 11/1999.

⁶ <http://www.congonline.com/Forum1/Forum08/Oyatambwe03.htm>.

⁷ Document de politique générale du PNUD « la gouvernance en faveur du développement humain durable » 1997.

⁸ Forum international de l'évaluation des politiques publiques

Sur le plan de la compétition économique, qui n'a pas constaté que les leaders auront pour tâches primordiales d'impulser des changements rendus nécessaires par des innovations socioculturelles, technologiques et managériales. Que de nouvelles sphères de richesses vont se déplacer vers des industries culturelles, probablement plus prospères que les industries classiques. Pour cette raison, les leaders auront besoin de vision. Ils auront un pied sur le passé, un autre sur le présent et la tête rivée sur les pans de l'avenir.

La gouvernance publique du 2^{ème} siècle doit chercher à gommer les tendances qui renforcent les inégalités entre les détenteurs du pouvoir ou du savoir et des citoyens en marge des mutations porteuses de valeur ajoutée. La gouvernance publique suppose dans cette perspective un accroissement de la marge de manœuvre des citoyens, des nouveaux modes de développement économique dans les pays à faible culture entrepreneuriale. Elle suppose un Etat qui instaure un système politique à visage humain, qui sait impulser des centres autonomes mais disciplinés de création de richesses, d'injection de valeurs ajoutées culturelles, économiques, sociales et informationnelles.

Globalement, les options ci-dessus doivent conduire à l'affirmation de la société civile, car la bonne gouvernance repose sur une société civile majeure, une certaine volonté de création, de réflexion et d'innovation. C'est par une telle évolution que s'institue progressivement un système entrepreneurial, basé sur la liberté de la compétition, les droits de savoir et au savoir, le partenariat...etc. La modernisation suppose le développement d'un large savoir créateur, lequel ne peut se développer que dans une bonne gouvernance publique entrepreneuriale.

II : La notion de l'entrepreneuriat

Avant d'aborder quelques éléments d'analyse sur le rôle et l'impact de l'entrepreneuriat sur le développement du pays, il semble primordial de mettre l'accent sur ses origines en précisant ses principales manifestations. La définition en termes d'opportunité qui est devenue aujourd'hui dominante nous permettra de cerner les différentes formes d'Entrepreneuriat.

A- L'entrepreneuriat : Définition, forme et type.

Le terme entrepreneuriat est parfois ambigu, car il renvoie à deux visions (création d'entreprise et esprit d'entreprendre) alors qu'il est souvent uniquement vu au travers de la création d'entreprise.

1 : Définition

Pour définir l'Entrepreneuriat, la référence incontournable est Schumpeter qui associe l'entrepreneur à l'innovation. Selon Schumpeter, son rôle consiste « à réformer ou à révolutionner la routine de production en exploitant une invention ou, plus généralement, une possibilité technique inédite (production d'une marchandise nouvelle, ou nouvelle méthode de

production d'une marchandise ancienne, ou exploitation d'une nouvelle source de matières premières ou d'un nouveau débouché ou réorganisation d'une branche industrielle, et ainsi de suite) »⁹.

Dans la conception schumpeterienne, l'Entrepreneuriat peut prendre de nombreuses formes. Elle peut s'inscrire dans des organisations existantes ou en phase d'émergence. Cette conception invite à retenir une définition en termes de poursuite d'opportunités.

Nous proposons de définir l'Entrepreneuriat comme « un processus de recherche, d'évaluation et d'exploitation d'opportunités, effectué par un entrepreneur ou une équipe entrepreneuriale qui, dans le cadre d'une création, d'une reprise ou d'un développement d'activités, développe une organisation mettant en œuvre une vision stratégique, et contribuant à créer de la valeur »¹⁰.

L'OCDE définit d'ailleurs l'entrepreneuriat comme « le phénomène associé à l'activité entrepreneuriale, action humaine consistant à entreprendre pour générer de la valeur en créant ou en développant des activités économiques grâce à l'identification et à l'exploitation de nouveaux produits, processus ou marché »¹¹. Le terme entrepreneuriat fait référence à l'émergence d'une organisation.

L'entrepreneuriat est défini comme étant un processus qui consiste à identifier, évaluer et exploiter des opportunités d'affaires visant la création d'une nouvelle entreprise.

Ceci se traduit par différentes modalités : création d'entreprise ex-nihilo, reprise d'entreprise, création d'activité au sein d'entreprises existantes, création de produits, etc.

En Europe peut-être plus que dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, l'entrepreneuriat fait également référence à l'esprit entrepreneurial ou esprit d'entreprendre, soit une culture entrepreneuriale qui s'exprime dans différentes situations : vie privée, vie associative, création d'entreprise, intrapreneuriat ou reprise d'entreprise.

1.1- La création d'entreprise

Il existe deux logiques complémentaires expliquant les motivations des créateurs d'entreprises : l'entrepreneuriat par opportunité et l'entrepreneuriat par nécessité.

L'entrepreneuriat par opportunité rejoint les motivations traditionnelles des créateurs (indépendance, réalisation de soi, etc.). L'entrepreneuriat par nécessité concerne les personnes qui envisagent la création d'entreprise car elles n'arrivent pas à trouver d'autres possibilités

⁹ Schumpeter Marx et Walras : « Entrepreneur et devenir du capitalisme », revue intervention économique, 1979, p. 180.

¹⁰ Messeghem karim et Sammut Sylvie : « l'entrepreneuriat », Edition EMS, 2011, P.24.

¹¹ Léger-Jarniou, Cathrine certhoux, Gilles Degeorge, Jean-Michel : « L'entrepreneuriat », Edution Dunod, 2016, P.14.

d'emploi. Cela peut être un objectif de réinsertion sociale pour les demandeurs d'emploi et/ou un moyen d'accéder à une activité en se créant son propre emploi.

Souvent la création d'entreprise est associée à la création d'emplois. Il est à noter que la création de l'entreprise et surtout à son démarrage ne s'associe pas forcément avec la création de l'emploi.

1.2- Intrapreneuriat

L'intrapreneuriat est vient du mot intrapreneur, de ce fait nous avons le définir et par la suite nous avons revenir à la définition de l'intrapreneuriat.

« L'intrapreneur est le membre d'une grande entreprise qui, en accord avec elle et tout en restant salarié de son entreprise, possède un projet viable intéressant l'entreprise et qu'il peut réaliser en son sein. Il est celui qui transforme une idée en activité rentable au sein d'une organisation. »¹²

« L'intrapreneuriat est un processus qui se produit à l'intérieur d'une firme existante, indépendant de sa taille et qui ne mène pas seulement à de nouvelles entreprises, mais aussi à d'autres activités et orientations innovatrice, tels que le développement de nouveaux produits, services, technologies, techniques administratives, stratégies et postures compétitives. »¹³. Elle se distingue de l'entrepreneuriat indépendant. L'intrapreneuriat présente différentes facettes selon la forme d'innovation poursuivie comme le montre le schéma suivant¹⁴ :

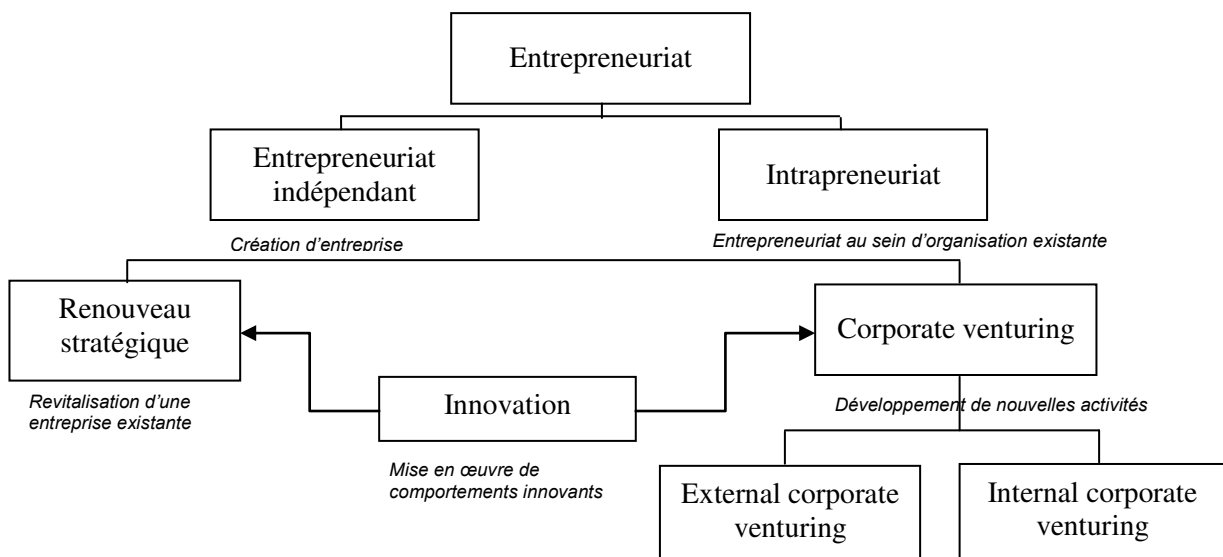


Figure1 : Périmètre de l'intrapreneuriat

1.3- Entrepreneur

¹² <https://insurancespeaker-solucom.fr/.../l-intrapreneuriat-un-levier-dinnovation-interne>.

¹³ Antonicic et Hisrich

¹⁴ A partir des travaux de P. Sharma et J.J. Chrisman (1999) et Basso (2004)

L'Entrepreneuriat est un mot dérivé du nom entrepreneur. Il semblerait qu'il ait été introduit dans la langue française à la fin du XVIIe siècle. L'entrepreneur est associé à la prise de risque, un attribut essentiel du comportement entrepreneurial. Les approches cognitives montrent que les entrepreneurs ne prennent pas plus de risque, mais ont tendance à percevoir les situations de façon positive.

Selon l'OCDE, L'entrepreneur est « Celui ou celle qui prend des risques, associe des ressources de manière cohérente et efficiente, innove en créant des nouveaux services, produits procédés à long terme par la définition d'objectifs et matérialise des bénéfices au-delà de l'allocation courante des ressources »¹⁵.

L'entrepreneur est un porteur de projets. Le terme d'entrepreneur, à la différence du terme d'homme d'affaires, renvoie à l'idée de lancement d'une structure telle que, par exemple, une entreprise, un projet humanitaire ou un parti politique.

L'entrepreneur, ne doit pas être confondu avec le chef d'entreprise, simple administrateur gestionnaire ou le rentier-capitaliste, simple propriétaire des moyens de production. Il est un véritable aventurier qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus pour innover et entraîner les autres hommes à faire autre chose que ce que la raison, la crainte ou l'habitude leur dictent de faire. Il doit vaincre les résistances qui s'opposent à toute nouveauté risquant de remettre en cause le conformisme ambiant.

Le Maroc regorge d'entrepreneurs, parfois contraints et forcés, obligés de se créer leur propre emploi faute d'arriver à trouver un contrat de travail. La phrase magique au Maroc est « j'ai un projet ». Ca peut recouvrir la simple petite boutique, le service web au coin d'une petite table dans le sous-sol d'un cyber-café, un riad, ou une entreprise de négoce, une coopérative, une école, une entreprise de BTP ou de transport, ou un service aux entreprises étrangères dans le cadre de l'off-shoring.

2- Les types de l'entrepreneuriat au Maroc

L'ensemble des facteurs qui forment le contexte entrepreneurial marocain détermine les types et les formes d'entrepreneuriat au Maroc.

Au Maroc, l'entrepreneuriat est caractérisé par une situation contraignante : une dualité entrepreneuriale :

- **Entrepreneuriat informel, forcé, de nécessité ou de survie** : c'est une forme d'auto-emploi, c'est-à-dire qu'une personne n'a pas le choix que de créer son propre emploi (auto-insertion).

¹⁵ Rapport économique de l'OCDE, 1998, P.129.

- **Entrepreneuriat formel, d'opportunité** : c'est une intention stratégique émanant d'une personne qui a cerné une opportunité sur un marché et qui a décidé de créer son propre entreprise. Il s'agit d'une forme très fertile en matière d'innovation et de développement d'opportunité d'affaires.

Cette dualité d'entrepreneuriat empêche le gouvernement à développer une culture entrepreneuriale au Maroc.

Les types d'entrepreneuriat au Maroc sont en nombre de 4 à savoir :

Entrepreneuriat d'imitation:

- Crée peu de valeur ajoutée car les marchés sont bien connus et caractérisés par une grande concurrence ;
- Permet au créateur de changer, parfois de façon radicale, sa propre situation : l'essaimage est bon exemple.

Entrepreneuriat de valorisation :

C'est le fait d'un entrepreneur ayant une idée nouvelle et innovatrice dans le domaine de la recherche et développement.

Entrepreneuriat d'aventure :

C'est la création d'une nouvelle valeur / un produit suscitant souvent un changement d'importance dans l'économie et souvent entouré par un grand risque.

***Entrepreneuriat-relève :**

Il s'agit d'un transfert de propriété déjà existante d'un entrepreneur à un autre. Cela peut ne pas créer de valeur ajoutée nouvelle.

3- Les formes d'entrepreneuriat au Maroc

Au Maroc, l'entrepreneuriat bénéficie d'une certaine démocratisation. En effet, la constitution marocaine prévoit la liberté d'entreprendre et la réserve à tous les citoyens. Notez que l'économie marocaine est fondée sur deux secteurs (formel et informel)

Aujourd'hui, le Maroc se situe dans un contexte où il y a plusieurs défis, notamment la lourdeur des procédures administratives, le manque de financement, l'accord d'association avec les pays étrangers, ... etc. Ce qui oblige le gouvernement marocain à adopter des pratiques du management plus particulièrement dans les PME.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat collectif est apparu et devenu très dominant au Maroc, se forme des activités génératrices de revenus, des coopératives et des associatives-solidaire¹⁶.

¹⁶ Driss Ferhane : « vers une francophonie entrepreneuriale », colloque international, 3 et 4 mars 2008.

En 1983, avec l'adoption de programme d'ajustement structurel et le lancement du programme de privatisation, le gouvernement marocain a fait émerger une nouvelle bourgeoisie commerçante et industrielle, porteuse de dynamique économique et sociale innovante. C'est l'entrepreneuriat social (groupe social) qui a vu le jour. Il a pour but la promotion du changement social et vise à créer des solutions innovantes qui satisfont les besoins sociaux des marocains. Cette forme d'entrepreneuriat a un grand rôle à jouer, en matière de réduction de la pauvreté et même la promotion d'emploi et de création d'entreprise.

3- Le rôle de l'entrepreneuriat.

Nous constatons qu'il y a une relation forte entre l'entrepreneuriat et la croissance et le développement économiques. Certains affirment que l'entrepreneuriat encourage la croissance économique, tandis que d'autres estiment que le développement économique encourage l'entrepreneuriat¹⁷.

3.1- Impact de l'entrepreneuriat sur le développement économique

En plus d'introduire sur le marché des innovations, les entrepreneurs créent aussi des opportunités qui permettront à d'autres de tirer parti de leurs découvertes et de leurs innovations. Ce processus d'innovation permanent engendre un changement technologique propice à la croissance économique. Le nombre d'entrepreneurs varie d'un pays à l'autre, et cette différence explique en partie les écarts de taux de croissance économique¹⁸.

Selon des données empiriques l'entrepreneuriat mène à la croissance et au développement économique. Ce n'est pas un constat étonnant, étant donné multiplicités des formes de types de l'entrepreneuriat et des contextes dans lequel celui-ci s'inscrit.

Par ailleurs, les organisations et les institutions s'intéressent à l'entrepreneuriat pour relever plusieurs défis à savoir:

- Le développement rapide des pays émergents qui ouvre de nouveaux territoires, et donc offre de nouvelles opportunités pour des entrepreneurs potentiels ;
- L'impératif de compétitivité qui passe par la recherche permanente d'innovations technologiques, commerciales et sociétales ;
- Des déréglementations en cours qui remettent en cause les effets de rente.
- L'ouverture des marchés entraîne une redistribution des richesses et des opportunités;
- Les nouvelles technologies qui pénètrent tous les secteurs d'activité ;

¹⁷ Rapport sur le développement de l'entrepreneuriat en Afrique P.142.

¹⁸ William J. Baumol: « An Entrepreneurial Economist on the Economics of Entrepreneurship », revue Small Business Economics 08/2003, P.8.

- Les clients, de plus en plus exigeants, qui recherchent une satisfaction maximale ;
- De nouvelles pressions (consommateurs, utilisateurs, actionnaires) qui imposent de nouvelles approches et de nouvelles logiques ;
- La nécessité d'inventer les modèles économiques de demain, en remplacement de ceux que nous connaissons qui s'essouffent ou ne fonctionnent plus.

L'entrepreneuriat est une véritable réponse à ces nouveaux défis.

III- La bonne gouvernance publiques un levier de promotion de l'entrepreneuriat au Maroc.

Il faut savoir que le couple « gouvernance et entrepreneuriat » permet de relever les défis économiques.

En effet, l'entrepreneuriat contribue à la création d'emplois et à la croissance. La survie et le développement des entreprises nouvelles sont conditionnés par une bonne gouvernance car la gouvernance favorise la pérennité des entreprises nouvelles et leur performance. Le climat créé par une bonne gouvernance a aussi un effet d'entraînement sur l'innovation et l'entrepreneuriat au sein des entreprises.

Le couple « gouvernance et entrepreneuriat » est un élément essentiel de la compétitivité d'une nation. Il constitue un tandem permettant de relever d'importants enjeux économiques actuels. Il s'agit donc d'un cercle vertueux créateur de valeur pour les pays.

La gouvernance entrepreneuriale, suppose de nouveaux défis ; en même temps des réseaux informationnels qui conduiront à une société d'initiatives éclatées et polycellulaires; l'adjonction de nouveaux principes, car vont fleurir des constellations d'initiatives, d'intraprenance et d'entrepreneuriat. L'ère des structures lourdes et centralisées commence à s'épuiser lentement.

A- L'entrepreneuriat au Maroc

Depuis l'indépendance, l'entrepreneuriat au Maroc a subi une évolution, le pays a connu une émergence d'une classe d'hommes d'affaires qui ont investi dans des secteurs producteurs de richesse : textile, agro-alimentaire, industrie légère... mais ces secteurs restent insuffisants et ne peuvent pas constituer les fondements d'une économie moderne et solide, capable de créer de la valeur ajoutée, et oriente le Maroc vers un développement économique et social généralisé, à cause de la mentalité profonde et dominante des entrepreneurs marocains, qui sont prudent et privilégient une économie de rente sans prise de risque.

La disparation de cette situation a commencé au début des années 90 du siècle précédent, date à laquelle le Maroc a instauré de grandes réformes structurelles qui seront à l'origine de

la croissance et la stabilité sécuritaire qu'a connu le Maroc jusqu'à nos jours. Certes, ces réformes ont conduit à des transformations progressives.

Comme nous le savons tous, le Maroc est une économie moyennement développée basée essentiellement sur l'agriculture, l'activité minière (surtout le phosphate) et sur le secteur du textile et placée comme la 5ème puissance économique au continent Africain.

L'entrepreneuriat au Maroc bénéficie d'une certaine démocratisation. En effet, la constitution prévoit la liberté d'entreprendre et la réserve à tous les citoyens qu'ils soient homme ou femmes, tous au même pied d'égalité. Cependant, il se situe dans un contexte chargé de défis, caractérisé essentiellement par les accords d'associations avec l'union européenne et récemment avec les Etats-Unis. Cela implique plus de concurrence, donc le dirigeant marocain serait confronté à la compétitivité de l'entreprise européenne. Ce contexte est caractérisé également par la libéralisation du commerce sous les règles de l'organisation mondiale de commerce.

Ces défis exigent la mise à niveau des pratiques de la bonne gouvernance plus particulièrement dans les petites et moyennes entreprises souvent dirigées par les dirigeants de faible niveau éducatif au contraire des grandes entreprises qui adoptent un style de gouvernance moderne comme par exemple (OCP, ONA...) et des PME récemment créées par les jeunes diplômés. Notons bien qu'au Maroc, les PME comptent plus que 90% du tissu économique.

Comme partout, les entreprises nouvellement créées connaissent un taux de mortalité dans les 5 premières années. Et l'entreprise qui survit en travaillant au noir plonge quand elle doit faire face à la totalité de ses obligations. Ce taux de mortalité est encore plus élevé pour les entreprises créées par les investisseurs étrangers, qui se lancent avant d'avoir compris le fonctionnement au Maroc, et se retirent, amers, un ou deux ans après.

A- Défis et obstacles de l'entrepreneuriat au Maroc

Malgré l'existence d'un nombre important d'entrepreneurs et de l'esprit entrepreneurial, peu de stratégies de développement du secteur privé offrent les moyens de découvrir et développer les entrepreneurs potentiels ou de stimuler de nouvelles sources d'entreprises. Ces entrepreneurs se trouvent en plus confronter à des obstacles qui entravent toute promotion de l'entrepreneuriat, tels :

- Le **manque de transparence dans les affaires** et la permanence des rentes et des privilèges constituent l'obstacle majeur à la promotion de l'entrepreneuriat ceci se justifie par l'existence de délit d'initiés et d'accès inégal aux marchés. Ce qui pose toute la problématique de la concurrence déloyale entre les entrepreneurs.

- L'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs demeure confrontée à la persistance du fléau de **la corruption** qui lamine l'effort national de promotion de l'Entreprenariat, affecte le rythme de la croissance, décourage l'investissement et réduit les opportunités d'affaires.
- Les obstacles relatifs à la création des entreprises au Maroc, le premier est lié au cadre institutionnel et a trait à **la bureaucratie** et à l'existence de monopoles et de chasses gardées, le deuxième type est à caractère économique et porte sur **le coût** des facteurs et la qualité de la main d'œuvre.

Pour chiffrer ces obstacles nous prenons les résultats d'une étude réalisée par la banque mondiale en 2015 sur l'environnement entrepreneurial dans les pays de la région Mena et plus particulièrement au Maroc, en Tunisie, en Egypte et en Jordanie. Cette étude qu'a portée sur 6 500 chefs d'entreprise interrogés aléatoirement montre que trois éléments principaux font obstacle au développement des entreprises au sein de la région, à savoir : la concurrence du secteur informel, la corruption, et le manque de ressources humaines et financière.

Selon cette étude, 47.3% des chefs d'entreprise marocains estiment qu'ils doivent rivaliser avec le marché informel qui représente une part très importante de la croissance au Maroc. Ce secteur reste la seule solution pour les jeunes et les femmes pour gagner leur vie.

L'étude a montré aussi que les petites entreprises se tournent plus facilement vers le secteur informel afin d'éviter les procédures administratives et le paiement des impôts et taxes.

D'après l'étude, la corruption est le deuxième obstacle majeur auquel doivent faire face les entreprises marocaines, un taux de 18,2% des chefs d'entreprises marocains interrogés affirme que plusieurs opérations (par exemple l'obtention d'une licence d'importation) nécessitent le versement informel d'argent ou de cadeaux. C'est une caractéristique ancrée dans la société marocaine.

Dans le même ordre d'idée, le troisième obstacle au développement de l'entrepreneuriat au Maroc est le manque de ressources humaines et financière. Notre système d'enseignement supérieur ne permet pas aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires pour travailler dans le secteur privé. Ainsi que les petites compagnies sont davantage touchée par les problèmes d'accès au foncier et à l'électricité, alors que les grandes firmes souffrent des problèmes de financement et la demande de crédit exige des garanties importantes par les banques.

Cette situation nécessite bien un ajustement des processus de communication, d'information, de formation, d'accompagnement et de Financement aux vrais besoins des entrepreneurs et du tissu socio-économique au Maroc.

B- Les politiques publiques et la promotion de l'entrepreneuriat au Maroc

Depuis les années 80, le gouvernement marocain a accordé un intérêt important à l'entrepreneuriat au Maroc, afin de trouver des solutions pertinentes et efficaces aux problèmes sociaux.

La promotion de l'entrepreneuriat ne peut se réaliser qu'à travers les facteurs suivant : le soutien à l'investissement, l'innovation, la formation et un écosystème très dynamique.

1- Soutien à l'investissement

Le Maroc a mis en place une politique axée essentiellement sur le soutien de l'auto-initiative d'emploi, l'accompagnement des entrepreneurs, l'encouragement de l'esprit de créativité et d'innovation et l'accroissement du rendement de la promotion des initiatives de l'emploi. Il a aussi mis en place toute une batterie de mesure pour l'amélioration de la culture entrepreneuriale en vue d'encourager la création de l'entreprise. Car l'entrepreneuriat est traité comme l'un des principaux axes de développement au Maroc.

Les pouvoirs publics encourageant les investisseurs par l'instauration de la charte de l'investissement, la libéralisation des échanges, la simplification des procédures, l'assouplissement de la réglementation des changes, la promotion des exportations, le développement de l'infrastructure d'accueil et de communication, l'assistance technique aux investisseurs, etc ¹⁹;

Dans ce cadre, plusieurs programmes ont été mis en place dans le cadre de promotion de l'entrepreneuriat et l'encouragement des entrepreneurs. De ce fait, deux programmes ont vu le jour. Il s'agit du programme Crédit jeunes promoteurs et du programme MOUKAWALATI.

1.1- Crédit jeunes promoteurs

S'agissant du premier programme, il a été le premier au niveau national qui encourage la création des entreprises par les jeunes diplômés. Ce programme a connu beaucoup de changements. Toutefois, ses résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes escomptés.

Pour concrétiser ce programme, le gouvernement marocain a mis en place trois mécanismes qui sont:

- la Procédure Simplifiée Accélérée (P.S.A) : c'est une procédure souple et ouverte à toutes les demandes d'investissements quels que soit la région économique, le secteur ou la

¹⁹ Maghress : « l'entrepreneuriat au Maroc », publié le 02/04/2006.

banque. Il s'agit de l'octroi de crédit moyen terme réescomptables, dans le cadre d'un accord entre le ministère des finances, Bank Al Maghrib, la Banque Nationale de Développement Economique et le Groupement Professionnel des Banques du Maroc.²⁰

- La Ligne Pilote (L.P) : il s'agit d'un ensemble des lignes de crédits accordées par la Banque Mondiale en 1977 d'un montant de 955 millions de Dollars Américains.
- Le Programme d'Assistance Intégrée (P.A.I) : il a été constitué par l'ensemble des crédits mobilisés après épuisement de la ligne pilote quelle que soit la source de financement²¹

Ces programmes n'ont pas pu satisfaire toutes les demandes de création des entreprises. De ce fait, l'Etat marocain a mis en place un programme dédié spécialement aux jeunes promoteurs pour leur faciliter l'accès à l'emprunt. Cette initiative de l'Etat a été justifiée par la volonté d'encourager les jeunes créateurs et de faire profiter cette cible des opportunités d'investissement notamment pour absorber la crise de chômage aggravée par le Programme d'Ajustement Structurel.

Ce qui a donné naissance à un dispositif sous forme de « prêts de soutien à certains promoteurs » et qui a été institué grâce à la loi 36/87. Ce dispositif a pour objectif d'encourager les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ou professionnel à créer des entreprises, grâce à des conditions de financement très avantageuses.

1.2- Programme MOUKAWALATI

En ce qui concerne le programme MOUKAWALATI qui a été lancé par l'Etat en juillet 2006 par la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise, ce programme a visé la création de 30 000 entreprises, pouvant générer entre 60 000 et 90 000 emplois entre 2006 et 2008.

Le programme MOUKAWALATI a été aussi déficient et le pourcentage de financement n'a même pas atteint 45%.

1.3- Programme IDMAJ

Pour gagner en compétitivité, l'entreprise doit enrichir le capital de ses ressources humaines au meilleur coût. Pour conquérir sa place dans la société marocaine d'aujourd'hui, un jeune diplômé doit développer ses compétences et acquérir une première expérience professionnelle au sein de l'entreprise. Le contrat d'insertion est le cadre où se rencontrent ces deux exigences.

1.4- Programme TAEHIL

²⁰ Driss Ett Aki : « le financement des PME industrielles marocaines : pratiques et comportement », université du Québec à Trois rivières, 1996.

²¹ Driss Ett Aki : « le financement des PME industrielles marocaines : pratiques et comportement », Op.Cit.

La formation contractualisée pour l'emploi a pour objectif de permettre à l'employeur de réaliser des recrutements pour lesquels il a des difficultés à trouver les candidats ayant les compétences requises, elle donne aussi au chercheur d'emploi l'occasion d'améliorer son employabilité à travers l'acquisition des compétences nécessaires en vue d'occuper un emploi identifié et permet à l'opérateur de formation de bien connaître les besoins du marché de l'emploi en vue de mieux adapter les programmes et la pédagogie.

Cette formation est destinée pour les chercheurs d'emploi inscrits à l'ANAPEC, titulaires d'un baccalauréat au moins ou lauréats de la formation professionnelle et sélectionnés par un employeur dans le cadre d'une action de recrutement.

1.5- Programme TAHFIZ

Dans l'objectif de promouvoir l'emploi, la compétitivité de l'entreprise et l'intégration du secteur informel, l'ANAPEC annonce le lancement du nouveau dispositif TAHFIZ permettant aux entreprises et associations nouvellement créées de bénéficier d'une exonération des charges fiscales et sociales.

Il s'agit de l'octroi, dans la limite de cinq salariés et pour une durée de 24 mois à compter de la date de recrutement des salariés, des avantages suivants :

- Exonération de l'Impôt sur le Revenu (IR) du salaire mensuel brut plafonné à 10 000,00 DH ;
- Prise en charge par l'Etat de la part patronale au titre de la cotisation due à la CNSS et de la taxe de formation professionnelle.

L'entreprise ou l'association est libre de choisir les cinq salariés pouvant bénéficier en même temps des deux avantages précités.

Concernant les conditions d'éligibilité, toute entreprise ou association créée durant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2019 peut bénéficier du programme TAHFIZ. Il est pourtant important de noter que le recrutement doit être effectué dans les deux premières années à compter de la date de création de l'entreprise ou de l'association et que le salarié doit être recruté dans le cadre d'un Contrat de travail à Durée Indéterminée (CDI)²².

2- Innovation

L'innovation est un aspect essentiel pour la stratégie concurrentiel, elle peut établir ou au contraire mettre en cause la pérennité de l'entreprise. Il s'agit de l'un des voies de développement.

²² Newsletter ANAPEC

En effet, l'entrepreneuriat et l'innovation ont le même souci qui est la créativité, à travers l'élaboration de nouveaux produits, de nouveaux services, de nouveaux procédés ou de nouvelles organisations. Les organisations publiques sont très contraintes à la fois par les exigences des usagers et la pression budgétaire. De ce fait, ces organisations sont toujours amenées à faire des innovations, voire des formes particulières d'entrepreneuriat.

Au Maroc, le renforcement du système de recherche et d'innovation rentre de plus en plus dans les priorités des décideurs politiques, comme condition essentiel pour développer l'entrepreneuriat au Maroc et aussi pour compéter dans un contexte géoéconomique caractérisé par une concurrence accrue.

L'engagement politique a permis au système de recherche et d'innovation de bien progresser dans les dernières années, avec la subdivision des compétences et la création de savoir-faire entre les acteurs institutionnels, la mise en place de réformes politiques et d'instruments financiers pour encourager les investissements en R&D et le transfert de technologie. Dernièrement, une stratégie a été lancée afin de développer le système national de recherche et d'ancrer la recherche au développement économique et social du pays.

Bien que, le système national de recherche et d'innovation marocaine ait beaucoup progressé dans les dernières années, les défis restent encore nombreux (ressources financière insuffisantes ; recherche financée surtout par des fonds publics; faible collaboration entre universités et entreprises).

Pour concrétiser la stratégie d'innovation, le Maroc a lancé trois nouveaux projets, dont un fonds de recherche d'une dotation de €45 millions destiné à encourager les partenariats entre entreprises et inventeurs.

Le pays entend construire quatre 'cités d'innovation' - des pôles scientifiques et technologiques qui abriteront des centres de recherche, des entreprises spécialisées et des pépinières d'entreprises- et mettre en place le Centre marocain pour l'Innovation ainsi que trois nouveaux fonds d'une valeur de 65 millions de Dollars

Dans le même ordre d'idée, le ministère de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies a lancé une étude pour la mise en place du Club marocain de l'innovation. Cette plateforme a pour objectif de créer un réseau social regroupant les acteurs de l'innovation : chercheurs, étudiants, chefs d'entreprises, universitaires et porteurs de projets innovants pour leur permettre d'échanger des informations, leurs points de vue, créer des groupes de travail et de recherche sur des projets innovants.

Le Club marocain de l'innovation offre également une panoplie d'informations sur les instruments de financements disponibles pour l'innovation, les bourses d'études, les appels à

projets de recherche, les programmes de coopération ainsi que des informations sur le développement des secteurs technologiques et de l'innovation de manière plus générale.

3- La formation

Soutenir l'entrepreneuriat dans la formation professionnelle est de plus en plus important pour les gouvernements qui cherchent à améliorer les chemins d'accès au marché du travail pour les jeunes.

Face à la montée de la problématique du chômage des jeunes au Maroc, l'entrepreneuriat peut constituer des opportunités pour créer des emplois. Le système d'enseignement et de formation professionnels a un rôle important à jouer dans le soutien de la lutte contre le chômage en proposant des offres d'enseignement entrepreneurial et de soutien à la création d'entreprise.

L'OCDE a entrepris une série de programmes de soutien à l'entrepreneuriat par le biais de la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, au profit de certains pays et celui dans le cadre de son activité sur les compétences et le savoir-faire pour l'entrepreneuriat.

L'entrepreneuriat est une question d'éducation et de formation. Les programmes d'enseignement sont appelés à mettre en avant la créativité et l'innovation au lieu d'une démarche qui privilégie jusqu'à présent la restitution des connaissances. Ces mêmes programmes doivent contribuer à la démystification de l'entreprise auprès des élèves et étudiants futurs entrepreneurs. Des études ont en effet confirmé que plus de 15% des élèves qui ont participé dans leur scolarité à des ateliers de création et de gestion d'entreprise, deviennent plus tard des entrepreneurs.

L'entrepreneuriat commence dès l'école, mais nous avons besoin aussi d'universités, d'écoles d'ingénieurs et de centres de formation qui intègrent l'entrepreneuriat dans les programmes d'enseignement. Ces institutions doivent être les acteurs principaux dans les clusters et écosystèmes au travers de conventions et accords avec les start-up et les entreprises innovantes. Ces dernières peuvent bénéficier de la recherche scientifique pour le développement de nouveaux concepts et leur mise sur le marché. Aujourd'hui, nous avons au Maroc des universités qui produisent des savoirs, qui restent entre les murs de l'université et ne bénéficient pas au développement des entreprises.

Les pays qui ont réussi la consolidation ciblée de l'entrepreneuriat ont mené des politiques qui visent des catégories précises de populations. Il s'agit de mettre en place des programmes

différents et appropriés qui facilitent l'acte d'entreprendre pour les femmes, les jeunes, les migrants, les seniors et les chercheurs d'emploi²³.

4- Un écosystème très dynamique

La dynamique entrepreneuriale d'un pays est conditionnée par les caractéristiques institutionnelles nationales et par les écosystèmes locaux qui ont pu se mettre en place.

Le concept d'écosystème désigne une communauté économique soutenue par l'interaction d'individus et d'organisations. Les acteurs sont donc interdépendants au sein d'une même aire géographique.

Cet écosystème regroupe trois catégories d'acteurs qui œuvrent pour faire de l'entrepreneuriat une possibilité de carrière accessible pour tous les individus :

- les politiques : via la création de dispositifs de soutien et la définition de politiques publiques nationales et locales en matière de création et développement d'entreprises ;
- les praticiens : les créateurs, mais aussi les consultants, les financeurs, les grandes entreprises;
- les académiques : les enseignants, les chercheurs qui répondent à la demande des politiques et des praticiens (construction de formations, de connaissances, imagination de la société de demain) pour préparer les jeunes générations à cette nouvelle dynamique entrepreneuriale.

4.1- Au niveau national

Chaque pays dispose de caractéristiques institutionnelles distinctes. Ces caractéristiques reflètent les aspects de l'environnement national tels que les normes sociales, culturelles, réglementaires et institutionnelles.

La dynamique entrepreneuriale d'un pays dépend des dynamiques sectorielles (la croissance économique, la démographie, le chômage) et des politiques publiques relatives à l'entrepreneuriat (la privatisation, les aides et le financement). De plus, certains facteurs environnementaux influencent le comportement entrepreneurial : la formation dans les lycées et les universités, les organismes d'aide à la création d'entreprise et la présence de pôles de compétitivité. L'acceptation de l'échec, l'admiration des entrepreneurs par la société, les relations dans le monde des affaires sont également des facteurs essentiels d'encouragement de l'entrepreneuriat²⁴.

²³<http://www.leconomiste.com/article/964803-l-entrepreneuriat-au-maroc-un-maillon-d-une-chaine-reconstruire-par-abdelmounim-belalia?wb48617274=A3723E5F>

²⁴ Léger-Jarniou, Cathrine certhoux, Gilles Degeorge et Jean-Michel : « L'entrepreneuriat », Op.Cit, P.25.

A titre d'exemple nous pouvons citer l'initiative du Ministère de l'Industrie du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique qui souhaite développer un écosystème favorable avec le Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020 qui s'articule autour de deux grands axes :

- La création d'un environnement propice à la prospérité et à l'expansion des entreprises en éliminant les obstacles à l'entrepreneuriat ;
- La promotion de l'esprit d'entreprise auprès des divers types de publics désireux de créer leur entreprise via des mesures d'aide spécifiques.

4.2- Au niveau local

La stimulation passe également par la création d'écosystèmes locaux dédiés à l'entrepreneuriat. Par exemple, plateau d'intégration locale qui « comprendra des ressources d'achats, ingénierie, et logistique afin d'optimiser le sourcing local et de faire du Maroc une base d'exportation solide ». Les pôles de compétitivité, créés en 2016, illustrent le dynamisme de cet écosystème.

C- L'affirmation et la consolidation de la bonne gouvernance entrepreneuriale

L'un des défis de la gouvernance publique ajustée, et de la modernisation, est d'arriver à faire de la bonne gouvernance un outil de restructuration économique, car la modernisation suppose que l'économie ait un socle qui soit un levier de créativité. Et, à cet égard, une lecture restrictive de la bonne gouvernance, confinée aux seuls aspects politiques et institutionnels, ne favorise pas les attitudes culturelles qui permettent de relever les défis, de combler des manques et la gestion dynamique des changements ; car « il n'y a pas de richesse constante sans créativité, ni de créativité sans richesse ».

La gouvernance publique entrepreneuriale est la traduction des mutations économiques, culturelles et sociales. Dans un monde où la demande de la bonne gouvernance est croissante, un des axes de la modernisation est l'élargissement des conditions et des modalités d'accès à une vie économique moderne.

Plus globalement, la consolidation de la bonne gouvernance entrepreneuriale nécessitera une modernisation de l'administration publique entrepreneuriale et intrapreneuriale qui privilégie l'efficacité, l'économie et l'efficience. Cette mutation a besoin de se fonder sur une nouvelle science administrative et une culture managériale, une vision stratégique qui impose d'abord la capacité d'appréhender la globalité et les enjeux planétaires. Par-dessus tout, moderniser pose un problème crucial : impulser un projet social mobilisateur.

Développer et consolider la bonne gouvernance entrepreneuriale est devenu un enjeu. Pour participer à sa réalisation, l'administration publique doit s'ajuster à la démocratie entrepreneuriale, au management démocratique, à l'entreprenance et à l'intraprenance.²⁵

En conclusion, il ressort que la politique publique de promotion de l'entrepreneuriat au Maroc n'est pas assez efficace des points de vue du soutien à l'investissement, de l'innovation, de la formation et de la création des écosystèmes. Des ajustements sont nécessaires afin d'améliorer la situation.

D- Les ajustements susceptibles d'améliorer l'entrepreneuriat au Maroc.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement marocain dans le cadre d'une gouvernance publique performante, il reste toujours certaines insuffisances à combler afin de renforcer le processus de l'entreprenariat. Citons les plus significatifs:

1- Des mesures à court terme

Dans ce cadre, une dualité des styles managériaux pratiqués au Maroc est apparue entre les grandes entreprises et les PME ce qui a nécessité l'intervention de plusieurs acteurs notamment:

- Les associations d'entrepreneurs dont le rôle principal est de sensibiliser, former et accompagner ces derniers tout au long de leur parcours entrepreneurial.
- Les pouvoirs publics encourageant les investisseurs par l'instauration de la charte de l'investissement, la libéralisation des échanges, la simplification des procédures, l'assouplissement de la réglementation des changes, la promotion des exportations, le développement de l'infrastructure d'accueil et de communication, l'assistance technique aux investisseurs...
- Les collèges comme centre de discussion, d'opinion, de conseils et d'influence.
- Les médias, étant le moyen de diffusion de l'information.

Des outils au service du monde des affaires :

Des outils juridiques matérialisés par un corpus de lois et règlements clair, simple, précis et complet favorisant la sécurité juridique de l'environnement des affaires (droit de propriété, droit des contrats, procédure de règlement des conflits, tribunaux) ;

Des outils administratifs à travers la simplification des procédures et des obligations administratives nécessaires pour créer une entreprise, la dématérialisation des documents, un délai de traitement des dossiers connus et réduits et aussi un guichet unique.

²⁵ Abou Karim Gueye : « Gouvernance entrepreneuriale et modernisation des Etats », Edition Le Manuscrit, 2002, P.220.

Des outils économiques et financiers par la mise en place des structures d'information et de conseil, des dispositifs d'aide (banque de développement), une organisation efficace du système bancaire, une fiscalité incitative et équitable ne favorisant pas la concurrence déloyale (secteur informel).

2- La mesure de long terme

- Renforcer la politique publique d'appui à la création d'entreprise : Cette perspective d'avenir est la voie la plus appropriée pour promouvoir ainsi l'initiative entrepreneuriale et capitaliser les opportunités importantes qui existent dans ce domaine au Maroc.
- Promouvoir l'initiative entrepreneuriale auprès des jeunes: Les principales mesures qui peuvent aider à promouvoir l'entrepreneuriat au Maroc peuvent être réparties en trois catégories :
 - La première catégorie est relative à l'accompagnement des jeunes à la création de leur entreprise, elle comprend la création de fonds d'aide et de soutien, la révision de la fiscalité des PME, l'encouragement à l'investissement par allègement des taxes, l'amélioration de l'accès au crédit, favoriser l'acquisition de terrain et de locaux professionnels, l'instauration d'un guichet unique et la création de forums et de rencontres pour les jeunes entrepreneurs.
 - La deuxième catégorie porte sur la mise à niveau de la jeune entreprise. Le plan Imtiaz s'avère très insignifiant eu regard aux nombres de PME bénéficiaires
 - La troisième catégorie de mesures porte sur la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat, la promotion de la culture entrepreneuriale à l'école et à l'université et le développement du partenariat international avec les entreprises et les territoires étrangers.
- Créer un environnement macroéconomique favorable sur tous les niveaux institutionnels : Il s'agit de la simplification des procédures pour la création de l'entreprise, la lutte contre la corruption dans l'administration, la réforme de la justice, la promotion des droits humains, de l'égalité des chances dans les affaires et l'adaptation de l'administration au rythme et aux besoins des entreprises.

Un environnement favorable matérialisé par :

Un environnement économique et financier favorable à travers des indicateurs économiques orientés positivement, comme une inflation maîtrisée, une baisse du déficit budgétaire et de l'endettement et une politique économique encourageant l'investissement productif.

Un environnement social favorable grâce à l'absence de violences sociales, la maîtrise du chômage, un système médical accessible à tous, un système éducatif efficace permettant la scolarisation du plus grand nombre.

En définitive il s'agit de mettre en place les outils d'une **bonne gouvernance publique**:

- Politique: état de droit, respect des droits humains, renforcement de la société civile.....
- Administrative : lutte contre la fraude et la corruption, transparence, éthique, efficacité des services....
- Économique : capacité à initier, mettre en œuvre et évaluer des politiques économiques favorables au développement des affaires et encourageant la création d'entreprises. Et la mise en place de structures facilitant le partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

Pour combler les insuffisances en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat au Maroc, les politiques publiques directes restent très limitées et globalement non satisfaisantes. Se sont les organismes privés spécialisés qui peuvent relever le défi et réaliser un maximum d'impact comme les associations professionnelles les ONG ou autres.

Conclusion :

Vu que l'activité entrepreneuriale est un moteur important pour le développement socio-économique, le Maroc a réalisé d'énormes progrès en matière de promotion de l'entrepreneuriat et de soutien à la création et/ou au développement d'entreprises, cependant des entraves persistent en termes d'accès au financement et d'amélioration de l'environnement de la création des entreprises sans oublier le fléau de la corruption qui ne cesse de s'aggraver.

Il est tout autant regrettable de voir que des multinationales choisissent de créer des centres de compétence au Maroc parce qu'elles y trouvent des ingénieurs et des cadres bien formés et peu chers et qu'il ne s'est pas encore trouvé d'entrepreneurs autochtones pour tirer profit de ce gisement de capital humain. Les politiques publiques devraient alors assumer clairement que les entrepreneurs devraient être aidés à créer leurs entreprises et à les développer.

Si les responsables politiques marocains partagent la conviction de l'existence d'un potentiel entrepreneurial dans le Maroc, au-delà des entreprises établies, il leur faudrait alors de s'attaquer aux vrais obstacles structurels dressés face aux entrepreneurs indépendants. Ces obstacles sont bien connus. La bonne nouvelle est qu'il y a, malgré tout, du progrès certes lent mais réel.

Bref, il reste encore beaucoup à faire pour mieux comprendre, promouvoir et développer l'entrepreneuriat et les politiques publiques qui les encouragent.

Bibliographie :

- Abou Karim GUEYE : « Gouvernance entrepreneuriale et modernisation des Etats », Edition Le Manuscrit, 2002.
- Bakari TRAORE : « Découvrir et comprendre la gouvernance », Edition l'Harmattan, 2012.
- Charte nationale de l'éducation et de la formation et la loi 01-00 portant organisation de l'enseignement supérieur au Maroc, B.O.F.N° 4800 du 1/06/2000.
- Document de politique de la BAD en matière de bonne gouvernance du 11/1999.
- Document de politique générale du PNUD « la gouvernance en faveur du développement humain durable » 1997.
- Dodgson (R), LEE (K) et Drager (N): «Global health governance: a conceptual review », discussion.
- Driss ETTAKI : « le financement des PME industrielles marocaines : pratiques et comportement », université du Québec à Trois rivières, 1996.
- Driss FERHANE : « vers une francophonie entrepreneuriale », colloque international, 3 et 4 mars 2008.
- Frechette (L), Vice-Secrétaire générale des nations unies dans «comprendre la gouvernance », institut sur la gouvernance, Ottawa, 2001.
- Léger-JARNIOU, Cathrine CERTHOUX, Gilles DEGEORGE, Jean-MICHEL : « L'entrepreneuriat », Edition Dunod, 2016.
- Messegheem karim et Sammut Sylvie: « l'entrepreneuriat », Edition EMS, 2011.
- OCDE, encourager l'entreprise 1998.
- Rapport sur le développement de l'entrepreneuriat en Afrique.

Revues :

- Revue de l'Entrepreneuriat, vol 4, n°1, 2005
- Schumpeter Marx et Walras : « Entrepreneur et devenir du capitalisme », revue intervention économique, 1979.
- William J. Baumol: « An Entrepreneurial Economist on the Economics of Entrepreneurship», revue Small Business Economics 08/2003.

Webographie et autres:

- <http://www.congonline.com/Forum1/Forum08/Oyatambwe03.htm>.
- <https://www.insurancespeaker-solucom.fr/.../l-intrapreneuriat-un-levier-dinnovation-interne>.

- <http://www.leconomiste.com/article/964803-l-entrepreneuriat-au-marocun-maillon-d-une-chaine-reconstruirepar-abdelmounim-belalia?wb48617274=A3723E5F>.
- Forum international de l'évaluation des politiques publiques
- Maghress : « l'entrepreneuriat au Maroc », publié le 02/04/2006.